

2 Politique

Dialogue politique/Phase citoyenne

Fin des travaux aujourd'hui

J. KOMBILE MOUSSAVOU

Akanda/Gabon

La série des communications s'est achevée, hier, par le panel 4. Son rapport général et ceux des trois autres panels seront communiqués aujourd'hui, lors de la cérémonie officielle de clôture.

LES travaux de la phase citoyenne du Dialogue politique se sont achevés, hier au stade d'Angondjé (commune d'Akanda), par la plénière du panel 4 (La consolidation de la paix et de la cohésion nationale) avec l'adoption du rapport général. Lequel sera rendu public aujourd'hui, avec ceux des trois autres panels, lors de la cérémonie officielle de clôture.

De manière générale, les participants à cette phase n'ont pas caché leur satisfaction à l'issue de ces assises. Ils affirment qu'ils se sont exprimés librement, sans tabou, ni contrainte d'aucune sorte, sur les thématiques relatives à leurs panels tout en énonçant des propositions de nature "à mieux asseoir notre vivre-ensemble", "éviter que notre pays ne soit plus le théâtre des violences post-électorales", etc. Bref que notre pays "devienne un modèle de démocratie dans la sous-région, voire sur le continent". Et pour y arriver, plusieurs propositions ont été émises : redécoupage des circonscriptions électorales, limitation du mandat présidentiel, plafonnement des dépenses



Les membres du bureau du panel 4 clôturant les travaux.



L'assistance à cette cérémonie.



Les panélistes immortalisant leur participation.

électorales, redéfinition des missions de la Cour constitutionnelle, suppression du Sénat, prise en compte de la problématique des peuples autochtones dans la consolidation de la cohésion nationale, élection du président de la Cour constitutionnelle, redéfinition des missions de la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap), des forces de l'ordre, etc.

C'est dire que les participants se seront véritablement saisis de la portée de leurs missions. Même si, il faut le reconnaître, certains se sont illustrés par des propositions saugrenues. Notamment au panel 3 (La modernisation de la vie publique), où un intervenant a estimé qu'il était nécessaire que l'origine provinciale des candidats à l'élection présidentielle soit rotative. En ce sens que, selon lui, après avoir élu un candidat originaire d'une province, il ne serait plus possible d'élire un autre de la même province avant d'avoir élu des candidats issus des autres régions du pays. De même, un autre a laissé valoir que la crise que traverse notre pays depuis de nombreuses années serait due à son appellation. D'où, a-t-il avancé, il est plus que primordial "de changer le nom de notre pays"!

Avec plus d'un millier de participants, cette phase citoyenne aura véritablement été un succès populaire. Selon plusieurs observateurs, cette ferveur témoigne de la volonté des membres de la société civile

Vie des partis/Union nationale

Plusieurs cadres traduits en Conseil de discipline

O. N.

Libreville/Gabon

Réagissant à la détermination de certains de ses cadres à participer au dialogue politique organisé par le pouvoir, le bureau national de l'Union nationale (UN) a décidé de convoquer un "Conseil de discipline et du mérite" qui statuera sur ces cas. Sont concernés ici : MM. Mike Steeve Jocktane, Patrick Eyogo Edzang, par ailleurs député, et Marcel Biko'o Moussavou. Ces derniers sont respectivement vice-président chargé de la Supervision des secteurs Santé, Travail et Emploi, trésorier général et ancien coordonnateur adjoint du Mouvement national des jeunes.

de contribuer à l'enracinement de l'État de droit dans notre pays et le caractère réellement inclusif de ces assises.

Il va sans dire que les politiques disposent désormais d'un socle de travail. Étant entendu que les propositions formulées lors de la phase citoyenne devraient être examinées lors de leurs travaux, devant débiter le 12 avril prochain.

Reste à espérer, comme l'ont souligné plusieurs participants de la phase citoyenne, que les résultats de leurs réflexions "ne viennent point mourir sur le lit des ambitions des hommes politiques".

Au terme de la phase citoyenne/Trois questions au... Co-vice-président pour la majorité

Guy-Christian Mavioga : "La phase politique se tiendra à huis-clos"

Propos recueillis par : S. M.

Akanda/Gabon

l'union. M. le co-vice-président, quel est votre sentiment quant à l'organisation et au déroulement de cette phase citoyenne qui s'achève officiellement ce matin ?

Guy-Christian Mavioga : Je voudrais d'abord dire merci au président de la République qui a tout fait pour que sa parole soit tenue, en appelant les Gabonais de tous bords autour d'une même table, sans discrimination aucune et pour discuter, sans tabou, sans ambages et sans détour de tous les maux qui minent au quotidien la vie du peuple gabonais. Maintenant, comme toute œuvre humaine, il peut y avoir des manquements, il faut dire qu'ici ces manquements ont été, à mon avis, minimes. Dans l'ensemble, nous pensons que ce grand rendez-vous avec l'histoire de notre pays, est une réussite et nous espérons que jour après jour, nous continuerons d'améliorer les choses en ce qui concerne l'organisation. Car, ne l'oublions pas, nous y sommes jusqu'au 10 mai prochain.

Contrairement à l'opposition, on observe une sorte de cohésion au sein de

la majorité républicaine et sociale pour l'émergence. Cela, malgré l'incident dont ont fait état certains médias, entre vous et l'un des porte-paroles du PDG. Y a-t-il une recette ?

En évoquant l'incident minime entre le porte-parole du PDG et moi, je préfère vous dire qu'il s'agit d'une question qui relève simplement de l'éducation de chacun. Et comme le dit l'une de nos sages africaines et désormais universelle, "il est parfois bon à certains moments, de prendre l'insensé selon ses voies de peur que les uns et les autres ne vous marchent sur les pieds". Alors, cet incident, à mon avis, a permis de montrer à tous ceux qui pensent que tout ne peut que graviter autour d'eux, qu'il y a d'autres personnes et d'autres sensibilités dont il faut tenir compte et qu'il faut respecter, bien que ces personnes pensent différemment. De plus, il y a un programme qui fait que certains, par la grâce de Dieu, soient des dirigeants et d'autres, par cette même grâce, des exécutants. Qu'à cela ne tienne, c'est un incident qui, pour moi, est clos, et chacun sait le rôle qu'il doit jouer désormais. C'est pourquoi, j'appelle à la conscience de tout un chacun pour que nous soyons de plus en plus des Gabonais. Car, quel que soit le positionnement, aucun d'entre nous n'aura un autre pays. Et ce qui doit compter pour nous politiques, c'est l'efficacité.



Guy-Christian Mavioga, Co-vice président de la Majorité.

De même qu'il faudra comprendre que nous devons chasser au loin les comportements qui nous amènent à vouloir tout pour nous, et rien pour les autres. C'est ce comportement que nous devons tuer pendant ce Dialogue. C'est dans ce sens que je puis vous rassurer de cette cohésion plus ou moins acceptable au sein de la majorité. Aussi, je voudrais vous rappeler que cette majorité à un chef et donc, c'est ce dernier qui donne l'impulsion, le canevas et l'exemple à ce groupement de partis que nous sommes. C'est lui la locomotive et nous les wagons.

Donc nous allons à la vitesse que le chef souhaite. Au-delà de tout, la majorité républicaine s'efforce, pendant les réunions, de donner la parole à tous ses membres. Lesquels expriment clairement ce qu'ils pensent, avant d'adopter au final, une position commune. C'est de là également que naît la cohésion.

De plus en plus de gens ayant participé à la phase citoyenne disent vouloir prendre part à la deuxième phase réservée aux politiques. Qu'en pensez-vous ?

Je pense que la société civile a eu l'occasion de s'exprimer pendant la phase citoyenne sur les quatre thématiques qui seront également évoquées lors de la phase politique. À savoir, la modernisation de la vie publique, la consolidation de la paix et de la cohésion nationale, les réformes électorales et enfin, la réforme des institutions et la consolidation de l'État de droit démocratique. Elle a examiné ces questions. Et les panels que ses membres ont constitués seront simplement transformés en commissions et les sujets seront donc débattus par les politiques. Je ne vois donc pas pourquoi ce double emploi. D'autant que, il faut le signaler, la phase politique est une phase qui se tiendra à huis-clos. Celle-ci ne va donc pas permettre qu'il y ait un nombre aussi grand.